

14

---

Sous-commission paritaire des Fabriques de Ciment (106.1)  
Convention collective de travail du 20 janvier 1999  
relative à la restructuration pour le personnel ouvrier

---

L'organisation des Employeurs : **la Fédération de l'Industrie Cimentière :**

**La SA Cimenteries CBR**, Chaussée de la Hulpe, 185 à 1170 Bruxelles,  
représentée par Messieurs Ph. CESAR, F. DELCOUR, P. GROENINCKX et I. SURY;

et la **S.A Ciments d'Obourg** à 7034 Mons et la **S.A. Ciments de Haccourt** à 4684 Haccourt  
représentés par Messieurs Ch. DESAMORY, R. HIANCE, A. LECLERCQ et F. LAMPROYE

Monsieur J. GOLD, Président de la **Commission Restreinte.**

Madame A. VAN DER SMISSEN, Secrétaire de la **Commission Restreinte**  
d'une part ,

Les organisations des Travailleurs :

**La Centrale Générale F.G.T.B.** représentée par Messieurs M. CORBISIER, M. PITON,  
M. RAPAILLE et F. TIHON;

et la **C.S.C. Bâtiment et Industrie** représentée par Messieurs F. LICATA, B. CASTEELS,  
W. DUBRUILLE et M. LOUVIAUX.

d'autre part

**IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

1. Exposé des motifs

Confrontées à :

- une stagnation persistante de la consommation de ciment sur le marché belge;
- une pression concurrentielle grandissante en Europe, accentuée par l'action d'importateurs de ciments produits dans des pays à bas salaires et ne connaissant pas les contraintes environnementales en vigueur en Belgique;
- une érosion continue et progressive des prix et des marges ayant pour conséquence une dégradation progressive de la rentabilité des entreprises cimentières;

les sociétés cimentières de la sous-commission paritaire des Fabriques de Ciment ont été amenées, dans le but d'assurer la pérennité de la production de ciment en Belgique, à présenter respectivement à leur personnel leur intention de mettre en oeuvre des plans de restructuration impliquant une réduction des effectifs.

**2. Procédures d'information et de consultation dans le cadre de la restructuration**

Les processus d'information et de consultation relatifs à la restructuration ont eu lieu au sein des conseils d'entreprise des sociétés cimentières.

50.959 / G/106.01

HR.

1999-06-11

3 CD 24-1999

NEE

5

### 3. Mesures envisagées

Le groupe Obourg a décidé de mettre en oeuvre une restructuration impliquant une réduction des effectifs de 20 % pour les Ciments d'Obourg et Ciments de Haccourt.

La S.A. Cimenteries CBR a décidé de mettre en oeuvre une modification de ses outils de production et un important programme d'investissements, principalement dans les usines de Lixhe et de Gent pour un montant de 4,5 milliards de francs belges.

A la suite de ces investissements, l'outil de production de l'usine de Mons sera arrêté. Il sera également procédé à l'arrêt du four D de l'usine de Lixhe. Ces arrêts d'outils entraîneront une suppression de postes de travail et une réduction des effectifs (56 personnes à Mons et 98 personnes à Lixhe).

Dès lors, les sociétés cimentières ont envisagé les mesures suivantes :

- d'une part la réduction des effectifs par le biais d'un licenciement collectif et la non-reconduction de contrats à durée déterminée;
- d'autre part, la mise en oeuvre de modifications aux organisations du travail existantes en vue d'une meilleure répartition du travail disponible par le biais de transferts de travailleurs vers d'autres postes de travail ou vers d'autres sièges.

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La présente convention collective de travail s'applique aux ouvriers(ières) qui sont sous contrat de travail dans les sociétés cimentières.

Les unités d'exploitation concernées sont :

Pour Obourg : Le site d'exploitation d'Obourg  
Le site d'exploitation de Haccourt

Pour CBR : Les sites d'exploitation de CBR de Lixhe, Mons, Antoing et Harmignies

#### **ARTICLE 2 : OBJECTIFS**

Dans le cadre des négociations portant sur des mesures d'accompagnement devant permettre d'atténuer les conséquences de ces décisions, les parties ont convenu de demander le statut d'entreprise en restructuration au Ministre de l'Emploi et du Travail, conformément à l'article 9, § 2, 1° de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre de cette réglementation.

La demande de reconnaissance de statut d'entreprise en restructuration portera sur une durée de deux ans maximum et sera accompagnée des demandes complémentaires suivantes :

- Abaissement de l'âge de la prépension;
- Dispense de remplacement des prépensionnés;
- Dispense de l'engagement de respecter les obligations en matière de stage des jeunes durant les périodes respectives de restructuration de chaque société.

La présente convention a pour but d'introduire un système de prépension qui accorde aux ouvriers concernés un avantage au moins équivalent à celui prévu par la CCT n° 17 du CNT.

Elle est conclue au niveau de la sous-commission paritaire des Fabriques de Ciment en application de l'AR du 7/12/92 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle modifié par les AR du 12/08/93 et du 12/02/98, et plus précisément en application de la section III, à savoir les dispositions dérogatoires applicables aux travailleurs des entreprises en difficulté ou en restructuration.

### **ARTICLE 3 : INDEMNITE SECTORIELLE DE LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIFS ECONOMIQUES**

Cette indemnité conventionnelle sectorielle (page 3/1/1 du recueil des conventions collectives du secteur - chapitre 3 des dispositions à caractère social), comprenant l'indemnité légale de licenciement, est calculée selon l'ancienneté et l'âge. Elle est indexée selon la règle conventionnelle sectorielle et se calcule comme suit (indice pivot 121,91 - août 1997) :

De 1 à 3 ans d'ancienneté : 14.382 F bruts  
Plus de 3 ans d'ancienneté : 4.794 F bruts par année d'ancienneté

Cette indemnité est complétée, pour les ouvriers licenciés âgés de plus de 45 ans et prépensionnés, par une indemnité de 4.794 F bruts par année d'âge à partir de 45 ans.

### **ARTICLE 4 : PREPENSION "DEGAGEMENT"**

#### **4.1 Ouvriers concernés**

Pourront bénéficier de la présente convention de prépension les ouvriers(ières) licenciés pendant la période de restructuration propre à chaque entreprise.

#### **4.2. Période d'application de la restructuration**

La période de mise en oeuvre de la restructuration sera :

- pour Ciments d'Obourg et Ciments de Haccourt : du 1/1/1999 au 31/12/2000;
- pour CBR : du 01/01/2002 au 31/12/2003

Compte tenu du décalage dans le temps de la mise en application de la restructuration pour l'entreprise CBR, une convention d'entreprise confirmera cette présente convention pour l'entreprise C.B.R. avant la fin de celle-ci.

#### 4.3 Age de Prépension

Les sociétés cimentières souhaitent un abaissement de l'âge de départ en prépension fixé de la manière suivante:

- pour Ciments d'Obourg : 53 ans
- pour Ciments de Haccourt : 54 ans
- pour CBR : 52 ans

Sont concernés par la présente convention, les ouvriers(ières) qui ont atteint cet âge au moment de la résiliation de leur contrat de travail.

#### 4.4. Préavis

Le contrat de travail sera résilié au moyen d'un préavis légal, de 28 jours ou de 56 jours selon l'ancienneté de moins de 20 ans ou de plus de 20 ans de service de l'ouvrier concerné.

Le préavis sera presté; sa date de prise de cours dépendra pour chaque ouvrier de l'organisation interne au sein de chaque usine.

#### 4.5. Indemnité complémentaire de prépension à charge de l'employeur

Une indemnité complémentaire à l'allocation de chômage sera versée mensuellement au prépensionné jusqu'à l'âge de la pension. Il s'agit du même montant que celui appliqué dans le régime de prépension CNPIC de 55 à 57 ans. Soit, au 01/01/1998, un montant de 25.376 F bruts par mois.

Ce montant sera soumis à la règle conventionnelle d'indexation du montant garanti de prépension CNPIC.

#### 4.6. Conditions d'accès

Quel que soit l'âge de départ en prépension, l'ouvrier doit justifier

- soit 10 ans de travail salarié (ou de journées assimilées) dans le secteur durant les 15 années précédant la fin du contrat de travail,
- soit 20 ans de travail salarié (ou de journées assimilées).

#### 4.7. Information

Le prépensionné sera tenu d'informer l'entreprise de toute modification concernant son statut de prépensionné et d'aviser l'entreprise de la reprise éventuelle d'une activité professionnelle.

4

**ARTICLE 5 : CAPITAL TENANT LIEU DE PENSION COMPLEMENTAIRE**

Un capital brut tenant lieu de pension complémentaire sera versé aux ouvriers à la date de la fin effective du contrat de travail.

Définition des régimes de travail :

- Feu continu : poste de travail couvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- Autres régimes : tous les autres régimes de travail existant dans les entreprises.

Un capital brut en francs belges tenant lieu de pension complémentaire est défini de la manière suivante :

âge de départ en <b>prépension</b>	régime feu continu	autres régimes
<u>58 ans</u>	180.000	75.000
<u>57 ans</u>	360.000	150.000
<u>56 ans</u>	540.000	225.000
<u>55 ans</u>	720.000	300.000
<u>54 ans</u>	900.000	375.000
<u>53 ans</u>	1.080.000	450.000
<u>52 ans</u>	1.260.000	525.000

- Pour Ciments d'Obourg , les montants sont d'application du 01/01/1999 au 31/12/2000.
- Pour la société CBR qui mettra en application le plan de restructuration du 01/01/2002 au 31/12/2003, ces capitaux complémentaires seront indexés au 1/1/2002 de la manière suivante :

$$\text{Capi a' x} \frac{\text{Salaire de référence au 01/01/2002}}{\text{Salaire de référence au 01/01/1999}}$$

**ARTICLE 6 : COTISATIONSSOCIALES ET IMPOTS**

Sur les montants bruts susmentionnés il sera fait application des règles relatives aux retenues sociales et fiscales. En cas de modifications significatives de la législation sociale et fiscale relatives aux sujets couverts par cette convention, les parties conviennent de se revoir.

**ARTICLE 7 : TRANSFERTS. MUTATIONS ET CHANGEMENTS DE FONCTIONS**

Afin de diminuer le nombre de licenciements, des transferts internes ou intersièges seront proposés aux travailleurs concernés par la restructuration.

Toute question relative à un changement de fonction, une mutation ou un transfert d'un ouvrier dans le cadre de cette restructuration sera traitée conformément aux dispositions contenues dans le recueil de conventions collectives du secteur et conformément aux usages en vigueur dans les entreprises (Chapitre 2 - Salaires; article 9 : Changements de fonction consécutifs à une restructuration).

**ARTICLE 8 : PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL**

Les travailleurs protégés devant être licenciés dans le cadre de la restructuration, feront l'objet d'une demande de levée de protection pour raisons économiques et techniques adressée au Président de la Sous-Commission Paritaire de Fabriques de Ciment.

**ARTICLE 9 : PLAN D'ACTIONS POSITIVES POUR LES TRAVAILLEUSES**

Le plan social sera appliqué au même titre aux ouvrières qu'aux ouvriers.  
Les transferts vers d'autres fonctions seront ouverts tant aux ouvrières qu'aux ouvriers.

**ARTICLE 10 : CONDITIONS SUSPENSIVES**

La présente convention est conclue sous les conditions suspensives :

- de la reconnaissance des entreprises comme "entreprises en restructuration" pour une durée de deux ans.
- de l'approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail de la présente CCT prévoyant un abaissement de l'âge de prépension à 53 ans pour la société Ciments d'Obourg, à 54 ans pour Ciments de Haccourt et à 52 ans pour la société CBR.

**ARTICLE 11 : TRAVAILLEURSFONTALIERS**

En ce qui concerne les travailleurs prépensionnés ayant le statut de frontalier, les parties s'engagent à se revoir au niveau de l'entreprise afin d'examiner la situation de chacun dans le but de convenir d'un système d'indemnités complémentaires équivalent aux avantages accordés par la présente convention à leurs collègues résidant en Belgique.

**ARTICLE 12 : MESURES DE RECONVERSION DANS LA REGION DE MONS**

CBR s'engage à examiner un projet industriel générateur d'emplois qui l'intéresse et qui entre dans son métier de base. Il s'engage à tenir les organisations syndicales au courant de l'avancement de ses réflexions.

**ARTICLE 13 : PAIX SOCIALE**

Les parties s'engagent à maintenir la paix sociale en ce qui concerne les dispositions prévues dans la présente convention

**ARTICLE 14 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et aura une durée de trois ans.

Paritaire subcommissie van de cementfabrieken (106.1)  
Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1999  
met betrekking tot de herstructurering voor arbeiders

De werkgeversorganisatie : de **Federatie van de Cementnijverheid** :

**De Cimenteries CBR Cementbedrijven NV**, Chaussée de la Hulpe 185, te 1170 Brussel :  
vertegenwoordigd door de heren Ph. CESAR, F. DELCOUR, P. GROENINCKX en I. SURY.

en de **N.V. Ciment d'Obourg**, te 7034 Mons, en de **N.V. Ciments de Haccourt**, te 4684 Haccourt :  
vertegenwoordigd door de heren Ch. DESAMORY, R. HIANCE, A. LECLERCQ en  
F. LAMPROYE ;

De heer **JacquesGOLD**, voorzitter van de **Beperkte commissie**.

Mevrouw **Anne VAN DER SMISSEN**, secretaresse van de **Beperkte commissie**  
enerzijds,

en

de werknemersorganisaties :

**De Algemene Centrale A.B.V.V.**, vertegenwoordigd door de heren M. CORBISIER,  
M. PITON, M. RAPAILLE en F. TIHON;

**De A.C.V. Bouwen Industrie**, vertegenwoordigd door de heren F. LICATA, B. CASTEELS,  
W. DUBRUILLE en M. LOUVIAUX.

anderzijds

**WERD HET VOLGENDE UITEENGEZET :**

1. Toelichting

Gelet op :

- de voortdurende stagnatie van het verbruik van cément op de Belgische markt ;
- de steeds groter wordende concurrentiedruk in Europa, verergerd door de invoer van cément uit lagelonenlanden, waar de milieureisten niet te vergelijken zijn met deze in België ;
- de voortdurende geleidelijke erosie van prijzen en marges, met als gevolg de aanhoudende afbraak van de rentabiliteit van de Belgische cementbedrijven;

zien de cementbedrijven vertegenwoordigd in de paritaire subcommissie zich respectievelijk genoopt, teneinde de overleving van de cementproductie in België veilig te stellen, hun voornemen een herstructureringsplan met arbeidsinkrimping aan het personeel voor te leggen.

2. Procédures voor informatie en raadpleging in verband met de herstructurering

Alle voorgeschreven procédures voor informatie en raadpleging in verband met de herstructurering in de ondernemingsraden, met betrekking tot de herstructurering, werden door de cementbedrijven nageleefd.



### 3. Maatregelen

De Groep Obourg heeft voor de "Ciments d'Obourg en Ciments de Haccourt" een herstructurering met een vermindering van 20 % van het personeelsbestand besloten.

De N.V. "CBR Cementbedrijven" heeft besloten het industrieel productiematerieel te vernieuwen, gepaard met een omvangrijk investeringsprogramma, dat hoofdzakelijk betrekking heeft op de fabrieken van Lixhe en Gent voor een bedrag van 4,5 miljard BEF.

Als gevolg van deze investeringen worden de productie installaties van Mons stilgelegd. Hetzelfde geldt voor de oven D in Lixhe. De stopzetting van deze productie installaties betekent het schrappen van banen en een vermindering van het personeelsbestand (-56 personen in Mons en -98 in Lixhe).

Daarom hebben de cementbedrijven volgende maatregelen getroffen :

- enerzijds, een vermindering van het personeelsbestand via collectief ontslag en niet-vernieuwing van de contracten voor bepaalde duur ;
- anderzijds, wijzigingen in de huidige werkorganisatie om de beschikbare banen beter herverdelen, m.a.w. om een aantal werknemers naar andere bedrijvigheden of zetels te heroriënteren.

### **HET VOLGENDE WERD OVEREENGEKOMEN :**

#### **ARTIKEL 1 : TOEPASSINGSGEBIED**

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de arbeiders (m/v) die een arbeidscontract in de cementbedrijven hebben.

De betrokken exploitatie eenheden zijn :

"Obourg" : de exploitatiezetel Obourg ,  
de exploitatiezetel Haccourt.

"CBR" : de exploitatiezetels Lixhe, Mons, Antoing en Harmignies.

#### **ARTIKEL 2 : DOELSTELLINGEN**

In het kader van de onderhandelingen omtrent de begeleidende maatregelen die de gevolgen van deze maatregelen moeten verzachten, hebben de partijen zich ertoe verbonden het statuut van "onderneming in herstructurering" aan te vragen, bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, in overeenstemming met artikel 9, § 2, 1° van het Koninklijk Besluit van 7 december 1992 met betrekking tot de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen.

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst werd in het kader van deze reglementering afgesloten.

De aanvraag tot erkenning van het statuut van "onderneming in herstructurering" wordt gedaan voor een période van maximaal twee jaar. Bijkomende aanvragen zullen worden toegevoegd :

- Verlaging van de leeftijd voor het brugpensioen ;
- Vrijstelling van de vervangingsplicht voor de bruggepensioneerden ;
- Vrijstelling van de verplichting jongeren in stageverband aan te werven gedurende de respectievelijke herstructureringsperiode voor elke onderneming.

Onderhavige overeenkomst wil een brugpensioenstelsel invoeren, die minstens dezelfde voordelen toekent aan de betrokken arbeiders als diegene die voorzien is in de CAO 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Deze overeenkomst wordt binnen de paritaire subcommissie van de cementfabrieken afgesloten, in toepassing van het KB van 7/12/92 met betrekking tot de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, zoals gewijzigd door de KB's van 12/08/93 en 12/02/98, en meer bepaald in toepassing van afdeling III : afwijkende bepalingen van toepassing op de arbeiders van de ondernemingen in moeilijkheid of in herstructurering.

### **ARTIKEL 3 : SECTORIËLE VERGOEDING VOOR COLLECTIEF ONTSLAG WEGENS ECONOMISCHE REDENEN**

Deze sectoriele en conventionele vergoeding (pagina 3/1/1 van de sectoriele CAO-bundel, hoofdstuk 3 van de schikkingen met sociaal karakter), die tevens de wettelijke ontslagvergoeding omvat, wordt berekend volgens anciënniteit en leeftijd. Het bedrag is geïndexeerd met inachtnaam van de sectoriele en conventionele regel. De berekening geschiedt als volgt (spilindex 121,91 : augustus 1997):

1 tot 3 jaar anciënniteit	:	14.382 BEF bruto
Meer dan 3 jaar anciënniteit	:	4.794 BEF bruto per anciënniteitsjaar

Voor de ontslagen arbeiders ouder dan 45 en bruggepensioneerd wordt deze vergoeding aangevuld met een bijkomend bedrag van 4.794 BEF bruto per leeftijdsjaar vanaf 45 jaar.

### **ARTIKEL 4 : "AFVLOEIINGSBRUGPENSIOEN"**

#### **4.1 Voor welke arbeiders ?**

Kunnen van onderhavige brugpensioenovereenkomst gebruik maken, die arbeiders (m/v) die in de loop van de herstructureringsperiode ontslagen worden.

#### **4.2 Herstructurering : toepassingsperiode**

Het tijdsschema voor de toepassing van de herstructurering is voor :

- "Ciments d'Obourg en Ciments de Haccourt" : van 1/1/1999 tot 31/12/2000 ;
- "CBR" : van 01/01/2002 tot 31/12/2003.

Gelet op het tijdsverschil voor de inwerkingtreding van de herstructurering bij CBR, zal een ondernemingsovereenkomst onderhavig akkoord bevestigen voor CBR, vòôr de afloop van onderhavige CAO.

1

61

#### 4.3 Leeftijd voor het brugpensioen

De cementbedrijven wensen een verlaging van de leeftijd voor het afvloeien met brugpensioen vanaf :

- Voor Ciments d'Obourg : 53 jaar
- Voor Ciments de Haccourt : 54 jaar
- Voor CBR : 52 jaar

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de arbeiders (m/v) die deze leeftijd bereiken hebben op het tijdstip van de ontbinding van het arbeidscontract.

#### 4.4 Opzegtermijn

Het arbeidscontract wordt opgezegd met de wettelijke opzegtermijn: 28 of 56 dagen, naargelang de anciënniteit (minder of meer dan 20 dienstjaren voor de betrokken arbeider).

De opzegtermijn wordt gepresteerd. De aanvangsdatum voor individuele arbeiders hangt af van de interne organisatie binnen elke fabriek.

#### 4.5 Aanvullende brugpensioenvergoeding ten laste van de werkgever

Maandelijks wordt aan de bruggepensioneerden, naast de werkloosheidsvergoeding, een aanvullende vergoeding uitgekeerd tot de pensioenleeftijd. Dit bedrag is gelijk aan hetgeen in het NPCCI-stelsel tussen 55 en 57 jaar wordt betaald; op 01/01/1998 is dit 25.376 BEF brutoper maand.

Dit bedrag wordt geïndexeerd conform de conventionele indexeringsregel voor het gewaarborgd NPCCI-brugpensioenbedrag.

#### 4.6 Toegangsvoorwaarden

Wat de leeftijd bij de aanvang van het brugpensioen ook mag zijn, de arbeider moet kunnen aantonen :

- ofwel 10 jaar arbeid in loonverband (of gelijkgestelde dagen), binnen de sector, gedurende 15 jaar voor het einde van het arbeidscontract ;
- ofwel 20 jaar arbeid in loonverband (of gelijkgestelde dagen).

#### 4.7 Informatie

De bruggepenseerde verbindt zich ertoe de onderneming onmiddellijk omtrent iedere wijziging in zijn statuut van bruggepenseerde in te lichten, en eveneens in geval van een eventuele herneming van een beroepsactiviteit.

4

**ARTIKEL 5 : KAPITAAL DAT GELDT ALS AANVULLENDE PENSIOEN**

Het bruto kapitaal dat geldt als aanvullend pensioen, zal op de datum van de werkelijke stopzetting van het arbeidscontract uitbetaald worden.

Definities van de arbeidsregimes:

- "Volcontinu" : régime van 24 op 24 uur, 7/7 dagen.
- Andere régimes : alle andere werkregimes in de ondernemingen.

Een bruto kapitaal in BEF dat geldt als aanvullend pensioen wordt op de volgende wijze gedefinieerd :

<u>Leeftijd bij aanvang brugpensioen</u>	<u>"Volcontinu"</u>	<u>Andere régimes</u>
<u>58 ans</u>	180.000	75.000
<u>57 ans</u>	360.000	150.000
<u>56 ans</u>	540.000	225.000
<u>55 ans</u>	720.000	300.000
<u>54 ans</u>	900.000	375.000
<u>53 ans</u>	1.080.000	450.000
<u>52 ans</u>	1.260.000	525.000

- Voor Ciments d'Obourg zijn deze bedragen van toepassing op 01/01/1999 tot 31/12/2000.
- Voor CBR, waar de herstructurering op 01/01/2002 tot 31/12/2003 ingaat, worden deze bedragen op 1/1/2002 eenmalig als volgt geïndexeerd :

$$\bar{\bar{\text{Kapitaal}}} \times \frac{\text{Referentieloon op 01/01/2002}}{\text{Referentieloon op 01/01/1999}}$$

**ARTIKEL 6 : SOCIALE BIJDRAGEN EN BELASTINGEN**

De hierboven vermelde bruto bedragen zijn onderhevig aan de regels met betrekking tot de sociale en fiscale (voor)heffingen. Bij belangrijke wijzigingen in de sociale en fiscale wetgeving met betrekking tot de onderwerpen voorzien in deze CAO, komen de partijen overeen zich terug te zien.

**ARTIKEL 7 : OVERPLAATSINGEN. MUTATIES EN FUNCTIEWIJZIGINGEN**

Ten einde het aantal ontslagen te verminderen, worden interne of interzetteltransfers aan de door de herstructurering getroffen arbeiders voorgesteld.

Alle aangelegenheden met betrekking tot een functiewijziging, een mutatie of een transfer van een arbeider in het kader van de herstructurering worden conform de bepalingen van het "Bundel der collectieve arbeidsovereenkomsten" van de sector, en conform het gebruik in de ondernemingen, afgehandeld (hoofdstuk 2 - Lonen; artikel 9 : functiewijzigingen ingevolgeen herstructurering).

4

**ARTIKEL 8 : BESCHERMING VAN DE VERTEGENWOORDIGERS VAN HET PERSONEEL**

Voor de beschermde werknemers die dienen ontslagen te worden in het kader van de herstructurering zal een aanvraag tot opheffing van de bescherming - wegens economische en technische redenen - aan de Voorzitter van de Paritaire subcommissie van de cementfabrieken gericht worden.

**ARTIKEL 9 : POSITIEVE ACTIES TEN GUNSTE VAN DE ARBEIDSTERS**

Het sociaal begeleidingsplan geldt even zozeer voor de arbeidsters als voor de mannelijke arbeiders. Overstappen naar andere functies staat open zowel voor vrouwen als mannen.

**ARTIKEL 10 : OPSCHORTENDE VOORWAARDEN**

Onderhavige overeenkomst wordt onder volgende opschortende voorwaarden afgesloten :

- De erkenning van het statuut van beide ondernemingen als "onderneming in herstructurering" voor een periode van telkens twee jaar.
- De goedkeuring van onderhavige overeenkomst door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, met verlaging van de brugpensioenleeftijd: tot 53 jaar voor de onderneming Ciments d'Obourg, tot 54 jaar voor Ciments de Haccourt en tot 52 jaar voor de onderneming CBR.

**ARTIKEL 11 : GRENSARBEIDERS**

Wat betreft de bruggepensioneerden die een statuut van grensarbeider hebben, gaan de partijen de verplichting aan elkaar opnieuw te ontmoeten om, op het vlak van de onderneming, de toestand van iedere grensarbeider te onderzoeken. De bedoeling is overeen te komen over een gelijkwaardig systeem van aanvullende vergoedingen die gelijkstaan aan de voordelen die via onderhavige overeenkomst werden toegekend aan hun collega's die in België wonen.

**ARTIKEL 12 : RECONVERSIEMAATREGELEN VOOR DE REGIO VAN MONS**

CBR verbindt zich ertoe een industrieel project te onderzoeken die haar interesseert en die zich in haar basisactiviteit inschrijft. De onderneming verbindt zich ertoe de vakbondsorganisaties op de hoogte te houden van de vooruitgang van haar bedenkingen.

**ARTIKEL 13 : SOCIALE VREDE**

De partijen verplichten zich tot het behoud van de sociale vrede wat de voorziene bepalingen van huidige overeenkomst betreft.

W

**ARTIKEL 14 : DUUR VAN DE OVEREENKOMST**

Onderhavige overeenkomst treedt in voege op de datum van de ondertekening, voor een période van drie jaren.